

EMPLOI ET CROISSANCE : QUE FAIT LA PAC ?

Table des matières

Les agriculteurs jugent les freins ABS trop coûteux pour les tracteurs..... 1

La nouvelle PAC peine à rendre l'agriculture plus résiliente..... 3

Eric Andrieu: « Il faut repenser la PAC qui a détruit des emplois » 4

L'agriculture européenne rêve de l'ère 2.0 6

L'agriculture européenne surfe sur l'évolution des habitudes alimentaires des pays émergents 7



Depuis cette année, les tracteurs roulant à plus de 60km/h doivent obligatoirement être équipés d'un système anti-blocage de roues.

Les agriculteurs jugent les freins ABS trop coûteux pour les tracteurs

La passion réglementaire de l'exécutif européen irrite souvent les agriculteurs. Ainsi, l'idée coûteuse d'équiper tous les tracteurs de système de freinage ABS ne fait pas l'unanimité.

Dans l'UE, les tracteurs rapides roulant au-delà des 60 km/h doivent depuis cette année posséder un système anti-blocage des roues (ABS). La Commission doit maintenant décider si elle rend ce système obligatoire également pour les tracteurs dont la vitesse se situe entre 40 et 60 km/h d'ici à 2021.

L'exécutif européen a commandité une analyse coût-bénéfice de la mesure, qui devrait débuter début novembre. La Commission s'appuiera sur les résultats pour déterminer mi-2017 si elle avance sur son projet ou si elle abandonne en modifiant un amendement de la réglementation sur le freinage des véhicules.

Le CEMA, le comité européen des constructeurs de machines agricoles, pense que l'exécutif considère à tort

les tracteurs comme des automobiles et risque d'affaiblir les fabricants européens sur le marché mondial.

L'industrie de l'équipement estime que rendre l'ABS – ou toute autre technologie – obligatoire ne peut se justifier que par une preuve solide qu'il existe un risque et que la technologie en question peut permettre d'éviter le risque.

Manque de bénéfices

Le CEMA assure pourtant que la technologie ABS n'aidera pas à améliorer la sécurité routière de manière significative. « En réalité, avec un taux moyen de renouvellement de 1,7 % sur les ventes totales dans les 28 États membres, il faudrait attendre plus de 20 ans avant que le premier accident mortel puisse être évité », a déclaré Ulrich Adam, secrétaire général du CEMA. « À l'inverse, améliorer par exemple l'éclairage et la signalisation de tout le parc de tracteurs européen pourrait prévenir jusqu'à 70 accidents mortels par an. »

« Les développeurs de système anti-blocage de roues doivent avoir un intérêt à rendre cela obligatoire sur les tracteurs, mais une telle décision ne peut être prise quand les preuves sont aussi faibles ou n'existent pas », a-t-il estimé, rappelant que ses arguments concordaient avec le principe du « mieux légiférer ».

Suite de la page 1

Le CEMA a même identifié des risques techniques potentiels si l'ABS devenait obligatoire. Puisque les tracteurs sont principalement des véhicules hors route, introduire une technologie de la route telle que l'ABS pourrait avoir l'effet opposé et créer des situations dangereuses, a commenté Ulrich Adam.

« Un système ABS sur une route étroite en campagne pourrait être source d'autres dangers comme une collision frontale avec les véhicules venant en sens inverse », a-t-il expliqué, ajoutant que les opérateurs pouvaient aussi oublier d'allumer et éteindre l'ABS à chaque fois qu'ils entrent ou sortent de la route, notamment quand ils font le trajet de leur ferme jusqu'aux champs plusieurs fois par jour.

Coûts élevés pour les agriculteurs et les exploitants agricoles

Une autre préoccupation est liée aux coûts entraînés par l'adaptation à la mesure et au renouvellement du parc de tracteurs. « La hausse réelle pour les agriculteurs et les exploitants agricoles dans l'achat de tracteurs équipés de l'ABS pourrait atteindre entre 2,5 % et 10 % du prix du véhicule, c'est-à-dire 5 000 euros par machine. »

L'ajout d'un fardeau financier aussi lourd sur les bénéficiaires des agriculteurs serait « inacceptable, notamment à la lumière de l'actuelle crise agricole, et surtout quand des solutions plus efficaces, meilleures et prouvées sont disponibles », a souligné Ulrich Adam.

Manque de preuves

L'association des agriculteurs européens, la Copa-Cogeca, est aussi sceptique quant à l'efficacité des freins ABS pour les tracteurs. « Nous pensons qu'à ce stade, une telle politique n'est pas proportionnée et pas fondée », a déclaré Daniel Azevedo, conseiller politique à la Copa-Cogeca.

Il faut considérer les coûts supplémentaires élevés que cela entraîne, a-t-il ajouté, soulignant le fait que les tracteurs étaient déjà soumis à des limitations de vitesse.

« Dans la vie de tous les jours, les tracteurs circulent hors route et à vitesse réduite. Il faudrait donc prouver que l'utilisation de l'ABS sur les tracteurs lorsqu'ils sont utilisés de cette manière apporte un vrai bénéfice pour la sécurité », a-t-il déclaré, encourageant la Commission à réaliser une analyse coût-bénéfice se concentrant sur les besoins spécifiques du secteur agricole.

« Il est important de savoir si les potentiels bénéfices sécuritaires en matière de sécurité routière l'emportent sur les nouveaux dangers sur la route et hors route », a-t-il ajouté, appelant l'exécutif à travailler sur le sujet avec les utilisateurs de machines agricoles et les agriculteurs.

Agriculture de précision et souplesse

La controverse entourant l'ABS fait partie d'un débat plus large sur l'équilibre entre une politique agricole commune innovante et un cadre réglementaire strict. Les agriculteurs européens et l'industrie agroalimentaire reconnaissent bel et bien les bénéfices de la conversion au numérique pour le secteur agricole européen, mais préviennent en même temps que le coût de l'investissement doit être pris en compte.

Jean-Paul Beens, responsable des affaires publiques chez le fabricant d'engrais Yara, estime que les agriculteurs devraient être encouragés à s'approprier les innovations technologiques. « Les agriculteurs ne devraient pas être étouffés par des réglementations supplémentaires, mais plutôt poussés à explorer ce potentiel technologique avec toute la souplesse possible », a-t-il déclaré à EurActiv. Selon lui, les innovations de l'agriculture de précision liées à la nutrition des plantes

– comme les capteurs, les testeurs ou les applications pour Smartphone – ont des bénéfices environnementaux considérables.

Pour la Copa-Cogeca, les agriculteurs européens doivent avoir accès aux dernières technologies afin d'être compétitifs sur les marchés mondiaux. L'association souligne toutefois que l'innovation dans le cadre de nouvelles initiatives réglementaires peut poser des défis de taille. « Une inquiétude que nous partageons avec les fabricants est que les fonds dédiés à la recherche soient dépensés pour être conformes aux réglementations plutôt que pour financer des innovations », craint Daniel Azevedo. « Dans le domaine des machines intelligentes par exemple, nous devons respecter les réglementations et atteindre des objectifs environnementaux ambitieux. »

« Les machines agricoles sont des investissements en capitaux intenses pour les agriculteurs. Il est donc important de s'assurer que tous les équipements techniques nécessaires sont disponibles à l'avenir pour répondre aux besoins spécifiques de l'agriculture à un coût raisonnable », a-t-il conclu.

La nouvelle PAC peine à rendre l'agriculture plus résiliente

Effective depuis début 2015, la nouvelle PAC a débarqué au milieu des crises agricoles. Si certaines mesures de verdissement semblent pouvoir soutenir le revenu des agriculteurs, d'autres enjeux comme l'emploi ou l'accès au foncier posent question.

Une crise agricole chasse l'autre. Après le vin et le porc, c'est au tour du lait et des céréales d'être à la peine. Malgré les mesures d'urgence, les revenus des agriculteurs s'effondrent : pour 2016, ils ont chuté à 354 euros pour un tiers des agriculteurs en France, selon la Mutualité agricole.

Et ce n'est pas faute d'un soutien sans relâche de l'Union européenne : la Politique Agricole Commune représente le premier poste de dépenses du budget européen, soit environ 60 milliards d'euros par an. En France, la PAC a représenté des paiements de 7,8 milliards d'euros en 2014, en plus de 525 millions d'euros consacrés à des mesures de marché pour soutenir différents secteurs en crise.

Régulièrement critiqué, l'effort financier des pays européens a été réformé en 2013, pour y intégrer des aspects environnementaux notamment, et ses règles assouplies : les États membres assument désormais de nombreux choix de répartition de l'aide, en fonction de leurs priorités.

Un verdissement à l'effet positif sur les revenus

Après quelques problèmes à l'allumage, le verdissement de la PAC commence à porter ses fruits. Certains



Le parc naturel régional du Perche soutient les agriculteurs qui réduisent de moitié les produits phytosanitaires

dispositifs peuvent même avoir un impact positif sur les revenus des agriculteurs. C'est le cas des contrats de mesures agroenvironnementales et climatiques, mis en place par la PAC et cofinancé par le FEADER.

En échange de primes à l'hectare, les agriculteurs s'engagent à repenser le fonctionnement de leur exploitation, notamment en divisant de moitié le recours aux produits phytosanitaires par rapport à la moyenne de leur département. « Ce sont surtout les jeunes qui s'engagent pour faire évoluer leur exploitation » constate-t-on au Parc Naturel du Perche, une des structures qui participe au verdissement de la PAC.

Ce que confirme Samuel, 37 ans. À la tête d'une exploitation de 80 vaches laitières dans l'Orne, il doit jongler avec un prix du lait inférieur à son coût de production. Réduire le coût des intrants et tenter de faire fonctionner son exploitation en autonomie était devenu une obsession, et la PAC l'y aide.

« J'utilisais déjà de moins en moins de produits chimiques, comme la plupart des agriculteurs. Avec le contrat agroenvironnemental, je réduis encore, et je change de pratique ». Par exemple en semant de la moutarde entre deux cultures plutôt que d'acheter de l'engrais azoté et de désherber. Ou en favorisant le trèfle et la luzerne dans les herbages, des herbes riches en protéines qui devraient permettre de réduire les rations de maïs nécessaires en élevage. Un dispositif vertueux, mais contraignant. Trop ?

« On ne demande pas aux agriculteurs américains d'être à quatre pattes dans leurs champs pour vérifier qu'il y a bien trois variétés d'herbes nécessaires à l'obtention de la prime » ironise Jeremy Decerle, président des Jeunes Agriculteurs, qui participait à un atelier EurActiv à Paris, le 18 octobre.

L'accès aux terres et le revenu, des enjeux prioritaires

Très préoccupé par le recul de la population d'agriculteurs, qui a baissé de 50 % en France depuis 30 ans, le syndicat des Jeunes Agriculteurs demande surtout des mesures pour faciliter l'accès au foncier. Un problème crucial qui bloque souvent les agriculteurs les plus motivés, et empêche les jeunes de s'installer. Or, la situation commence à être critique : seulement 6 % des agriculteurs européens ont moins de 35 ans.

« Certains pays ont imaginé des aides fiscales ou patrimoniales importantes, ça peut être une inspiration, mais c'est aux États membres d'en décider » estime Pierre Bascou, de la direction agriculture et développement rural à la Commission européenne.

Mais pour Claude Cochonneau, vice-président des Chambres d'agriculture, il faudrait pouvoir alléger les exploitations du poids de l'amortissement du capital, qui plombe les revenus surtout au démarrage. « Cette question de

Suite à la page 4

Suite de la page 3

revenus est prioritaire. Elle entraîne de nombreux problèmes et accentue le risque de célibat », regrette l'agriculteur.

Autre mesure pour aider les jeunes et favoriser, la formation aux nouvelles technologies s'avère prioritaire. Ne serait-ce que pour avoir accès aux aides de la PAC, en définissant très précisément la taille des parcelles ou en calculant au plus juste la quantité des intrants nécessaires, les nouvelles technologies sont incontournables. La ferme d'aujourd'hui se gère à l'aide d'applications et de logiciels.

L'agriculture connectée, innovation incontournable

Pour la gestion d'un troupeau par exemple : le logiciel Isalait permet de répertorier les vaches, de suivre leurs productions de lait et d'identifier plus facilement les problèmes de santé éventuels et les traitements ad hoc. Avec l'application, le fermier peut vérifier directement dans le champ les données de l'animal. « Entre les prévisions météo, les alertes sur les prix des veaux ou des céréales, les applis pour gérer le troupeau ou les semis sur les parcelles, on passe beaucoup de temps connecté » reconnaît Samuel, qui ne quitte pas son iPhone emmaillotté d'une épaisse coque de caoutchouc imperméable. La plupart de son exploitation est couverte par la 3G.

Ce qui est loin d'être le cas sur tout le territoire européen, même si le sujet est au cœur du marché unique numérique souhaité par la Commission. L'enjeu du numérique devra en tout cas être traité par la nouvelle PAC, à propos de laquelle le débat s'ouvre tout juste, notamment pour évoquer une approche assurantielle plutôt que systématique des aides, qui ne met pas tout le monde d'accord. « Il faudra aussi répondre au défi de l'emploi en agriculture » estime l'eurodéputé Eric Andrieu, auteur d'un rapport sur le sujet qui doit être voté le 25 octobre au Parlement européen.

INTERVIEW

Eric Andrieu: « Il faut repenser la PAC qui a détruit des emplois »

La destruction de l'emploi agricole pose un problème de société. Un rapport du Parlement européen plaide pour cibler les petites et moyennes exploitations et favoriser les circuits courts et le bio.

« Comment la PAC peut-elle améliorer la création d'emplois dans les zones rurales » : c'est la question que se pose le Parlement européen au travers du rapport d'Eric Andrieu qui sera soumis au vote jeudi 27 octobre à Strasbourg, et a priori largement soutenu dans l'hémicycle. Le texte appelle à maintenir des financements suffisants, mais aussi à revoir leur répartition en ciblant les fermes de tailles moyennes en priorité, afin de favoriser le développement de l'emploi rural.

Eric Andrieu est eurodéputé socialiste, membre des commissions agriculture et commerce international au Parlement européen.

Pour quelle raison vous êtes-vous penché sur les liens entre PAC et emploi ?

L'UE consacre 40 % de son budget à l'agriculture. On nous dit que la commission Juncker veut s'occuper de l'emploi, que c'est sa priorité. Et pourtant personne ne s'est jamais inquiété des liens entre PAC et emploi. Or, le bilan est assez désastreux : en incitant à l'intensification de la production pour l'exportation, on a concentré les exploitations au lieu de songer à l'aménagement du territoire.

Est-ce à dire que la PAC détruit de

l'emploi ?

En 1962, 20 % des Européens travaillaient dans l'agriculture. Maintenant, ils sont moins de 4 %. Donc oui, nous avons mené une politique publique qui a détruit de l'emploi agricole. Est-ce que c'était l'objectif ? Non, sans doute : on a ciblé la compétitivité et l'export, en favorisant la spécialisation pays par pays : les céréales en France, le porc en Allemagne etc. Mais il faut aujourd'hui se poser la question de l'agriculture que nous voulons demain : choisir un objectif, un projet. Pour l'instant, il n'y en a pas... surtout parce que personne n'est d'accord sur quel objectif suivre !

Le rythme de destruction d'emploi dans l'agriculture est-il amené à s'accroître ?

Tout dépend des politiques futures. Mais si on continue comme cela, vu que les moins de 35 ans ne représentent aujourd'hui que 6 % des agriculteurs, il n'y en aura bientôt... plus. Tout simplement.

Qu'est-ce que l'UE fait pour les jeunes agriculteurs ?

Chaque pays est libre de décider de sa politique en faveur des jeunes. Il est possible d'allouer une partie des fonds de la PAC pour aider les jeunes à s'installer : acheter des terrains, les former par exemple. Sans quoi c'est devenu impossible. Mais tous les pays ne le font pas. Bilan, les jeunes qui se lancent ont souvent tendance à s'arrêter rapidement, au bout de trois ans, parce qu'ils ne s'en sortent pas du tout financièrement.

Votre propos est fortement critique contre la PAC actuelle, qui ne satisfait personne : ni les agriculteurs, ni les consommateurs. N'est-ce pas un tabou à Bruxelles de remettre en cause ce pilier de

Suite à la page 5

Suite de la page 4

la construction européenne ?

Si, mais il faut que le débat ait lieu ! Et surtout que les élus répondent à cette question : quel futur voulons-nous pour l'agriculture ? Je m'aperçois qu'au Parlement européen, les plus vieux élus ne veulent rien changer. Les derniers arrivés en revanche voient bien que le système ne fonctionne pas, et ont hâte que cela évolue !

Qu'en pensent les syndicats agricoles ?

Quand je leur demande quels sont leurs objectifs, ils me répondent : c'est un sujet à éviter, parce que personne n'est d'accord. Ce n'est pas acceptable ! On leur consacre des enveloppes budgétaires monstrueuses, donc la moindre des choses ce serait de savoir à quoi ils servent !

Quel objectif faut-il donner à l'agriculture pour qu'elle crée de l'emploi ?

Je crois qu'il faut raisonner en terme de territoire. Et arrêter de générer de la concurrence entre Etats européens. Si on se concentre sur le local, avec des circuits courts et une production durable, en conditionnant les aides publiques à la création d'emploi, on pourra remplir un cahier des charges très important : aménagement du territoire, qualité des produits, rémunération des agriculteurs, environnement.

La mécanisation a contribué à supprimer des emplois. Faut-il renoncer à moderniser la production agricole européenne ?

Non bien sûr ! Mais il faut former, et développer des réseaux locaux qui permettent de créer de l'emploi : dans la transformation et la vente des produits par exemple. Le numérique peut aider les agriculteurs et leur permettre de remonter dans la chaîne de valeur, en leur permettant d'accéder



Eric Andrieu, eurodéputé PS

au consommateur : il faut bien sûr encourager cela.

Qui sont les agriculteurs qu'il faut aider en priorité ?

Je pense qu'il faut se concentrer sur une partie des exploitations agricoles : les petites et moyennes exploitations. Elles sont les plus résilientes, les plus efficaces sur l'environnement, les plus génératrices d'emploi. Donc cela suppose d'évincer de la PAC les 3 % des exploitations les plus grosses, qui disposent de 50 % de la surface agricole de l'UE, mais qui ne crée pas d'emploi et polluent beaucoup. Les PME représentent 79 % des exploitations. En les ciblant, on touchera un maximum d'agriculteurs. Pour les plus petites, ce sont les collectivités locales ou les services sociaux qui s'en chargent déjà actuellement : c'est très courant, au fond de l'Ariège ou en Roumanie, on a encore des agriculteurs qui ont 3 vaches et des poules, qui font de l'agriculture de subsistance.

Les libéraux et l'agroalimentaire risquent de moyennement apprécier votre projet...

Il est nécessaire d'organiser les marchés agricoles ! C'est bien un secteur qui prouve que la libéralisation ne fonctionne pas. On a une demande qui est stable et légèrement croissante, alors

que l'offre est en dents de scie en raison des aléas climatiques, c'est pourtant connu. Au sein du Parlement européen, à part les libéraux qui ne veulent pas entendre parler de régulation, et certains Allemands qui sont aussi assez dogmatiques et protègent leurs grosses installations, cette idée parle à la plupart des groupes. Quant à l'industrie agroalimentaire, elle tente de faire croire que les circuits courts, le bio, le local, ce sont des marchés de niche. Le lobby agroalimentaire est même parvenu à faire de cette analyse un discours dominant. Mais c'est faux ! Le marché de niche, si une politique publique l'encourage, il se réplique.

Quant au Front national, il dénonce souvent la PAC, et prône une politique agricole française...

Sur l'agriculture, le FN prétend pouvoir quitter l'UE, fermer les frontières, refuser d'importer et continuer à exporter nos produits... mais ce n'est pas possible ! Si on ferme nos frontières, nos partenaires commerciaux feront de même. Donc en plus d'un franc dévalué qui ne vaudra plus rien, nous ne retrouverons dans l'impossibilité de vendre à l'étranger. Ce n'est pas sérieux. Or la crise de l'agriculture est un sujet sérieux : un agriculteur se suicide tous les deux jours en France. Il est inacceptable de traiter ce sujet avec légèreté.

L'agriculture européenne rêve de l'ère 2.0

Les agriculteurs européens se mettent progressivement aux nouvelles technologies. Mais les lacunes des réseaux internet et le coût des nouvelles technologies agricoles en découragent plus d'un.

L'agriculteur de demain sera connecté ou ne sera pas. Et la transition semble déjà avoir commencé. En 2015, la quasi-totalité des agriculteurs français (98 %) utilisait au moins une fois par semaine Internet pour les besoins de leur activité professionnelle, selon l'étude Agrinautes-Agrisureurs 2015.

Information météo, suivi des nouvelles professionnelles du secteur, services bancaires en ligne ou exploitation des données, les outils du numérique sont nombreux à être utilisés par le monde rural.

Et l'Europe a elle-même encouragé cette tendance avec la Politique agricole commune (PAC). En effet, selon les données publiées par le think tank Renaissance numérique, 9 agriculteurs sur 10 remplissent leur déclaration en ligne pour toucher les aides de la PAC.

Clivage numérique

Malgré ces chiffres, les agriculteurs européens sont aujourd'hui à la traîne par rapport à leurs concurrents d'outre-Atlantique. « Par rapport aux États-Unis et au Canada, nos agriculteurs utilisent beaucoup moins de nouvelles technologies et elles sont beaucoup plus chères » regrette Michel Masson, président de la Chambre d'agriculture du Loiret.

GPS, barre de guidage de tracteurs, aujourd'hui ces technologies sont devenues indispensables à la compétitivité des exploitations.



L'agriculture de précision permet d'augmenter la rentabilité des cultures.

Mais leur prix trop élevé sur le Vieux continent entraîne des distorsions de concurrence entre l'Europe et les autres grands producteurs agricoles.

Autre handicap important, l'absence de couverture homogène du territoire rural en matière d'accès Internet. Aujourd'hui, la majorité des citoyens européens mal équipés en connexion haut débit vit en zone rurale, où seulement 25 % des habitants disposent d'une bonne connexion, alors que les citadins sont 70 % à être reliés au haut débit.

Si la quasi-totalité des agriculteurs effectue leur déclaration PAC sur Internet, nombreux ne peuvent pas le faire depuis leur exploitation. « Si vous n'avez pas une bonne connexion, vous ne pouvez pas remplir votre déclaration PAC, et vous devez vous déplacer pour le faire ou alors le sous-traiter, ce qui coûte de l'argent » poursuit Michel Masson. « Il y a dix ans, ne pas être relié à internet n'était problématique, maintenant c'est un véritable handicap ».

L'accès à l'information en temps réel constitue également un besoin indispensable pour les agriculteurs européens. « Si vous êtes informés 48 heures après tout le monde d'une épidémie qui arrive ou d'une chute des prix, vous serez extrêmement pénalisé » avertit Michel Masson.

Évolution de la PAC vers le 2,0 ?

Pour accompagner le monde agricole dans sa transition numérique, la Politique agricole commune (PAC) doit s'adapter aux nouveaux besoins, et notamment accompagner la transition nécessaire de l'agriculture européenne. D'ici 2020, l'UE espère équiper tous les foyers européens d'un accès Internet de 30MB/s minimum.

Mais les financements destinés à l'équipement en nouvelles technologies dans le cadre de la future PAC risquent de ne pas faire consensus. « Il faut que l'UE aide les agriculteurs européens à s'équiper en nouvelles technologies. Mais le débat va être compliqué sur cette question, car il y a un écart très important dans le développement des exploitations agricoles », souligne Michel Masson.

La formation

L'intégration des outils numériques au service des techniques agricoles n'est pas seulement freinée par le développement des infrastructures. En effet, le vieillissement de la population agricole en Europe tend à complexifier l'introduction de nouvelles technologies. En 2016, seuls 6 % des agriculteurs européens avaient moins de 35 ans.

La problématique de formation des agriculteurs aux outils numériques a

Suite à la page 7

Suite de la page 6

d'ailleurs été pointée du doigt dans le rapport de l'eurodéputé français Éric Andrieu sur la PAC et l'emploi.

Outre « la nécessité du développement de l'accès au numérique dans les zones rurales pour plus d'emplois », le rapport appelle à investir « la formation aux compétences numériques [...] essentielles pour la modernisation des exploitations agricoles ainsi que la création d'emplois et d'entreprises dans les zones rurales ».

C'est d'ailleurs une des clefs de l'avenir de l'agriculture européenne, selon Michel Masson. « Il y a de nouveaux emplois à créer dans le secteur agricole. Il y a des gens, des jeunes qui sont prêts à se lancer dans la carrière d'agriculteurs », affirme-t-il. « Mais ils ne veulent pas travailler comme dans les années 1900 ! »



La Chine, nouveau marché important pour les produits agricoles européens.

L'agriculture européenne surfe sur l'évolution des habitudes alimentaires des pays émergents

Dans les marchés émergents, l'évolution des habitudes alimentaires de la classe moyenne devrait permettre aux exportations agricoles européennes de trouver de nouveaux débouchés, assure Marc Vanheuken, ambassadeur de l'UE auprès de l'Organisation mondiale du commerce.

Lors du Congrès des agriculteurs européens, qui se déroulait à Athènes, Marc Vanheuken, ambassadeur de l'UE auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a expliqué les efforts de l'UE pour encourager les exportations agricoles, dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC).

L'embargo russe a mis en difficulté les marchés agricoles déjà sous pression dans l'Union européenne,

privant agriculteurs et coopératives de leur principal marché d'exportation du jour au lendemain. Les échanges entre la Russie et l'UE ont diminué de plus de 163,4 milliards d'euros entre 2013 et 2015.

La Commission essaie donc d'ouvrir de nouveaux marchés aux exportations européennes à moyen terme. En 2015, l'UE était le plus important exportateur mondial de produits agricoles, avec plus de 129 milliards d'euros d'exportations. La balance commerciale agricole en faveur de l'UE a atteint 16 milliards d'euros, avec une augmentation de 6 % des exportations par rapport à 2014.

Modifier les habitudes de consommation

Selon les prévisions à long terme, le commerce international, et surtout les exportations, joueront un rôle de plus en plus important sur le marché agricole, a assuré l'ambassadeur européen. La demande sur le marché européen sera sans doute stable dans les prochaines années, estime-t-il, alors qu'elle devrait augmenter en Asie, en Afrique et en Amérique latine, « à cause de l'augmentation de la population, et particulièrement de

Suite à la page 8

Suite de la page 7

la classe moyenne, dont les habitudes alimentaires sont en train de changer ».

« Les consommateurs ont de plus en plus d'exigences en termes de qualité, de sûreté et de valeur nutritionnelle de leur nourriture [...] et l'Europe est bien placée pour répondre à ces exigences », a indiqué Marc Vanheuken.

Selon le diplomate, la Chine, les États-Unis et la Suisse, mais aussi de nouveaux marchés, comme l'Australie, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis ou le Vietnam, sont des pistes intéressantes pour les produits agricoles européens. « Encourager les exportations vers la Chine a été essentiel pour la relance du marché de la viande de porc européen », a-t-il commenté.

Mansel Raymond, président de la section laitière de la Copa-Cogeca, a confirmé l'intérêt de la Chine pour les produits laitiers. « La production de lait dans l'UE s'est contractée depuis juillet, et la demande pour nos produits laitiers, et avant tout de fromage, augmente de 20 à 30 % depuis janvier. C'est surtout le cas en Chine, mais aussi au Japon, aux États-Unis et au Moyen-Orient », a-t-il expliqué.

Le spécialiste a également fait remarquer que Pékin a levé les restrictions liées au virus Schmallenberg, qui touchent les exportations de produits bovins et ovins allemands, français, britanniques et danois, et que le Japon a réautorisé les importations de bœuf danois et italien.

TTIP et indication géographique

Pour les représentants européens à l'OMC, la politique active de l'UE dans le secteur des accords de libre-échange a eu un impact positif sur les exportations ces six dernières années. Mansel Raymond estime que l'importance géopolitique des négociations avec les États-Unis sur le

TTIP va bien au-delà de la croissance et de l'emploi.

« Le TTIP devrait être ambitieux, mais aussi équilibré et raisonnable », a-t-il jugé, ajoutant que le contenu de l'accord était plus important que la vitesse à laquelle la Commission parvient à finaliser le traité, qui ne devrait pas être « bâclé ».

Il souligne que le TTIP ne devrait pas être limité à une discussion sur la libéralisation des droits de douanes, mais aussi sur la suppression d'une série d'obstacles techniques sur le marché agricole américain et une meilleure protection des indications d'origine géographique européennes, très prisées aux États-Unis. « Nous ne ferons toutefois pas de compromis sur nos normes liées à la production, à la santé et à l'environnement », affirme-t-il.

Gabriela Matečná, ministre slovaque à l'Agriculture et au Développement rural, partage cette opinion, et insiste sur l'importance de trouver le bon équilibre, afin que l'agriculture ne souffre pas des accords de libre-échange. « Ainsi, les [nouveaux] marchés nous offriront la possibilité de vendre nos excédents, mais nous devons nous assurer que les producteurs des pays tiers exportant vers l'UE adhèrent aux mêmes normes que les agriculteurs de l'UE », a-t-elle expliqué à EurActiv.

Pour de plus amples informations sur les éditions spéciales d'EurActiv...

Contactez-nous

Natalie Sarkic-Todd

natalie.sarkic-todd@euractiv.com

tel. +32(0)2 788 36 63